

## Qui a dit que les femmes n'avaient rien à voir avec la pêche ?

A. Ride<sup>1</sup>

Les femmes ne sont pas particulièrement bien représentées dans ce que l'on pourrait considérer comme des lieux classiques de pouvoir et d'autorité.

Nous présentons ici le deuxième d'une série de trois volets de réflexions publiées sur un blog consacré aux problèmes rencontrés par les habitants de Malaita, aux Îles Salomon, ainsi qu'aux mesures qu'ils engagent pour garantir leur avenir en partenariat avec le WorldFish Center et des organismes locaux.

Selon vous, quels seraient les principaux sujets discutés lors d'une consultation organisée avec les parties prenantes en vue d'un programme sur les agrosystèmes aquatiques ? Tirer des revenus du poisson et de la pisciculture ? Juste. La pérennité des ressources ? Encore juste, mais l'un des principaux sujets de discussion a été la parité hommes-femmes, ce qui peut paraître surprenant quand on sait que les participants à cette consultation qui a eu lieu du 6 au 9 novembre 2012 dans le cadre d'un programme de recherche du CGIAR sur les agrosystèmes aquatiques, étaient originaires de Malaita, l'une des îles les plus traditionnelles des Îles Salomon.

Comme le dit Patrick Taloboe, qui est directeur de l'Agence de développement de Chazon, à Malaita, « nous savons tous que ce sont les femmes qui gèrent l'argent et peuvent développer les villages ». Pourtant, les femmes sont toujours peu représentées dans les lieux conventionnels de pouvoir et d'autorité que sont le parlement, les chefferies et les autres structures traditionnelles de gouvernance. Parallèlement, les femmes de Malaita savent se faire entendre pour défendre leur cause, dirigent des ONG locales et nationales et gèrent avec brio certaines des entreprises les plus florissantes du pays.

Qu'est-ce que cela a à voir avec un programme de recherche sur les agrosystèmes aquatiques ? Absolument tout d'après Ranjitha Puskur, directrice de recherche au WorldFish Center et fervente avocate de l'égalité des sexes. Elle explique comment ce programme de recherche se démarque de précédentes initiatives dans la façon dont il aborde la question du genre : « La parité des sexes fait l'objet de toutes nos attentions. La plupart des projets tentent d'intégrer des dimensions de genre dans leurs activités, tandis que notre programme, bien plus ambitieux, cherche à déclencher des mutations de



*Femmes en train de décortiquer des bivalves à Malaita (Îles Salomon). Photo : Wade Fairley, 2012.*

<sup>1</sup> Anne-Maree Schwarz, P.O. Box 438, Honiara, Îles Salomon. Courriel : anouk.ride.com@gmail.com

fond. Par exemple, l'expérience a montré que même si on favorise l'accès des femmes aux technologies ou au crédit, cela ne bénéficie pas nécessairement aux femmes elles-mêmes ou au bien-être de leur ménage si elles n'ont pas la maîtrise de ces moyens ou si elles ne peuvent pas décider de l'emploi des gains qu'elles en retirent ? La recherche agricole évite de s'aventurer dans les complexités des normes et attitudes sociales en prétextant qu'elles relèvent des sciences sociales et n'ont pas grand-chose à voir avec la mission de l'organisation. Nous commençons toutefois à comprendre que si l'on ne s'attaque pas aux causes mêmes des inégalités entre hommes et femmes, qui déterminent les différences d'accès aux technologies, aux marchés, aux intrants et aux services, ou si l'on ne cherche pas à comprendre comment les décisions sont prises au sein du ménage, les résultats atteints ne seront pas durables. »

Comment faut-il s'y prendre ? Selon Ranjitha, il faut tout d'abord examiner ce qui a bien marché dans d'autres secteurs de développement, comme la santé et l'éducation, et provoqué une réelle évolution des rôles, normes et attitudes concernant les deux sexes. « À titre d'exemple, World Vision met en œuvre aux Îles Salomon une démarche appelée « canaux de l'espoir » pour s'attaquer aux violences fondées sur le genre, et nous voulons donc étudier les possibilités de travailler en collaboration avec ce type de partenaires pour tirer parti de leur expérience et l'adapter à notre travail sur les agrosystèmes aquatiques. Pendant la consultation avec les parties prenantes, la question du genre était au premier plan : de nombreux intervenants se sont dits préoccupés par l'ampleur des violences sexistes et ont évoqué les conséquences de cette inégalité entre les sexes sur la nutrition, la santé et les moyens de subsistance ».

Pour Clera Rikimani, directrice de la Division de la condition féminine du gouvernement provincial de Malaita, il est essentiel que l'action de développement s'intéresse aux femmes et surtout, à celles qui sont laissées pour compte : « Il y a deux catégories de femmes : celles qui mènent une vie confortable avec leur mari et leur famille et qui s'en tirent bien mieux que celles qui n'ont pas de famille. J'ai pu constater que les problèmes apparaissent quand la famille est en souffrance, par exemple quand les parents se séparent. Dans mon travail, je me concentre donc aujourd'hui sur les femmes qui ont vraiment besoin d'aide, à savoir les mères célibataires et les veuves ». Elle fait aussi remarquer que ces femmes tirent pleinement profit des activités de formation et de renforcement des capacités parce qu'elles ont des besoins plus importants : « J'ai déjà remarqué que quand les femmes vivent une



*Pêche de bivalves de palétuvier en pirogue à Malaita (Îles Salomon).  
Photo : Wade Fairley, 2012.*

vie confortable, elles sont peu motivées pour évoluer. On peut leur offrir une formation, et encore une autre, mais rien ne change ! À partir du moment où je me suis attachée à aider les autres femmes à s'extraire de leurs difficultés, j'ai obtenu de bons résultats ; ces femmes ont bien répondu, et il y en a même une qui dirige aujourd'hui une petite entreprise. Avec ces femmes-là, le moindre petit conseil a un énorme retentissement sur leur existence ».

L'un des constats qui est ressorti des consultations communautaires pour le programme sur les agrosystèmes aquatiques est que les hommes et les femmes s'engagent dans cette voie pour des raisons tout à fait différentes. Les hommes ont plus tendance à chercher à gagner leur vie avec la terre ou la pêche, tandis que les femmes craignent souvent de ne pas pouvoir nourrir leurs enfants correctement avec les produits de la terre et de la mer. Cette conjugaison des besoins et des visions vis-à-vis des ressources terrestres et marines exigera de trouver des équilibres à mesure de l'exécution du programme à Malaita.

Durant la consultation avec les parties prenantes, à laquelle ont participé des représentants des pouvoirs publics, des ONG et d'autres intervenants, l'idée peut-être la moins sujette à controverse était la part centrale qui revient aux femmes dans la subsistance des populations rurales et le fait qu'il faut impérativement les autonomiser pour améliorer leurs revenus et la nutrition. Peut-être donc que ces idées remâchées selon lesquelles les femmes n'ont rien à voir avec la pêche, ou encore qu'elles portent la poisse quand on va pêcher, sont bel et bien en train d'évoluer pour laisser la place au développement d'agrosystèmes aquatiques qui sera profitable pour les hommes, les femmes et les générations futures.

---

© Copyright Secrétariat général de la Communauté du Pacifique, 2014

Tous droits réservés de reproduction ou de traduction à des fins commerciales/lucratives, sous quelque forme que ce soit. Le Secrétariat général de la Communauté du Pacifique autorise la reproduction ou la traduction partielle de ce document à des fins scientifiques ou éducatives ou pour les besoins de la recherche, à condition qu'il soit fait mention de la CPS et de la source. L'autorisation de la reproduction et/ou de la traduction intégrale ou partielle de ce document, sous quelque forme que ce soit, à des fins commerciales/lucratives ou à titre gratuit, doit être sollicitée au préalable par écrit. Il est interdit de modifier ou de publier séparément des graphismes originaux de la CPS sans autorisation préalable.

Texte original : anglais

Secrétariat général de la Communauté du Pacifique, division Ressources marines, Section Information  
B.P. D5, 98848 Nouméa Cedex, Nouvelle-Calédonie  
Téléphone : +687 262000 ; Télécopieur : +687 263818 ; Courriel : [cfpinfo@spc.int](mailto:cfpinfo@spc.int)  
Site Internet : <http://www.spc.int/coastfish/fr.html>